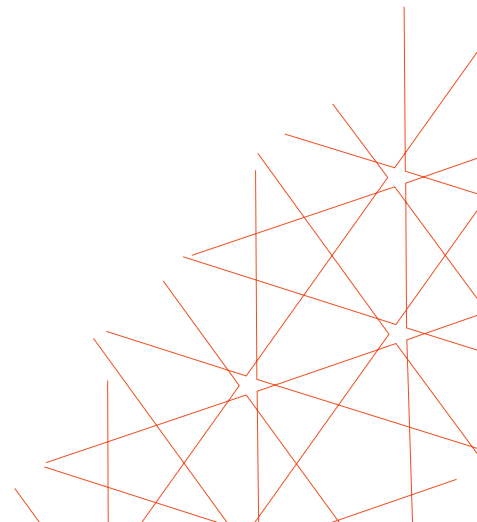


FRACTURATIONS IDÉOLOGIQUES AU SEIN DU MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

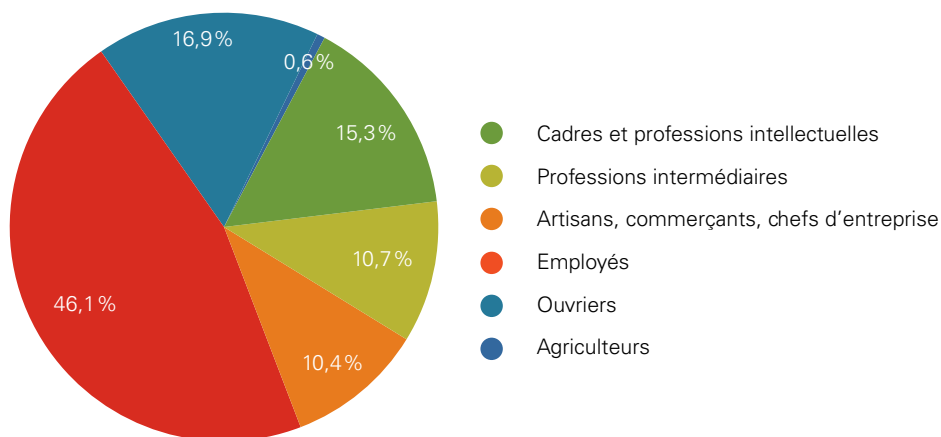


La mobilisation des gilets jaunes qui se poursuit actuellement est probablement devenue le mouvement social le plus long et le plus important en France depuis mai 1968. Ses conséquences politiques seront profondes, même s'il est encore trop tôt pour en apprécier l'étendue. Aujourd'hui, l'une des questions les plus pressantes pour comprendre ce que pourraient être ces conséquences à long terme est celle de la direction politique du mouvement.

Nous nous attacherons ici à mettre en évidence le profil politique atypique, voire paradoxal de ce mouvement, pris dans un dilemme entre d'un côté l'unité des revendications qui confère la force du nombre, et de l'autre les divergences idéologiques profondes qui continuent de le diviser. Nous rappellerons dans un premier temps les facteurs principalement matériels qui fondent le besoin d'unité des gilets jaunes, avant de nous intéresser aux lignes de fracture idéologiques qui traversent le mouvement, et en particulier à la pénétration de l'extrême-droite au sein de celui-ci. Enfin, nous amorcerons une réflexion sur les conditions dans lesquelles cette influence pourrait être contrée et remise en cause.

Cette réflexion sera principalement fondée sur des chiffres issus de l'enquête menée par notre collectif de recherche, Quantité Critique, au sein de groupes de gilets jaunes servant à l'organisation de la mobilisation, sur le réseau social Facebook. Menée lors des deux premières semaines de décembre, elle visait six groupes Facebook sans critère de distinction territorial. Le questionnaire a été distribué sous forme numérique dans ces groupes en proposant aux personnes volontaires d'y répondre. Cette enquête a permis de recueillir 572 réponses de gilets jaunes comportant un grand nombre d'informations sur leurs conditions de vie (situation familiale et économique, données socio-démographiques...) et leurs opinions politiques (engagements politiques, syndicaux ou associatifs, vote, positionnement politique et valeurs). Nous mentionnerons également pour comparaison des chiffres issus d'autres enquêtes et de sondages nationaux.

PROFESSIONS ET CATÉGORIES SOCIALES



UN MOUVEMENT POPULAIRE NÉ DE LA SOUFFRANCE ÉCONOMIQUE

Les caractéristiques sociales de nos enquêtés sont relativement homogènes. Elles donnent à voir un mouvement de travailleurs populaires subissant une importante précarité économique et éprouvant un sentiment de profonde dévalorisation qui les amène à se considérer comme des laissés pour compte, injustement bloqués en bas de l'échelle sociale.

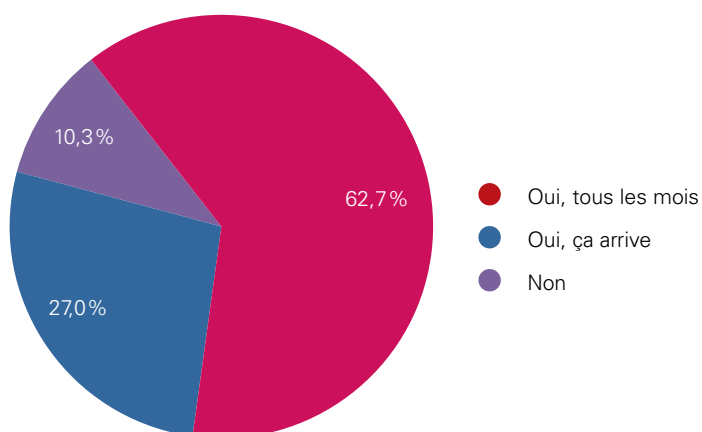
En termes de catégories socio-professionnelles, les classes populaires (employés et ouvriers) sont largement sur-représentées et composent à elles seules deux tiers de l'échantillon. En particulier, la

sur-représentation des employés est massive: 46% dans notre échantillon pour une moyenne nationale de 27%. Il s'agit principalement d'un mouvement de travailleurs faiblement rémunérés, occupant des postes peu qualifiés et peu valorisés socialement. La catégorie sociale des employés est aussi de loin la plus féminine (près des trois quarts des employés sont en fait des employées), ce qui la rend plus sensible à la précarité.

Ces travailleurs sont également très exposés à la pauvreté, une proportion écrasante d'entre eux déclarant des degrés variés de détresse financière. Seulement 10% de notre échantillon déclare ne pas avoir de problèmes d'argent.

Ceci doit évidemment être mis en lien avec la première revendication du mouvement, à savoir celle d'une dénonciation de la pauvreté et des inégalités assortie à l'expression d'un sentiment d'injustice fiscale, les gilets jaunes ayant le sentiment d'être taxés abusivement en regard de la générosité de la puissance publique envers les plus riches.

DIRIEZ-VOUS QUE VOUS AVEZ DU MAL À BOUCLER VOS FINS DE MOIS?



Mais la mobilisation des gilets jaunes n'est pas simplement le fruit de ce sentiment de déclassement provoqué par les difficultés économiques, assorties au sentiment d'être injustement pris pour cible par la répartition inégalitaire de la fiscalité. Contrairement à ce qui a pu être mis en avant par les commentateurs médiatiques lors des premiers mois de la mobilisation, il ne s'agit pas d'une fronde contre les taxes mais de l'expression d'un mal-être plus profond et plus global, centré autour de la question des inégalités. Le «ras-le-bol fiscal» est ainsi davantage une demande de justice qu'un refus de la taxation¹.

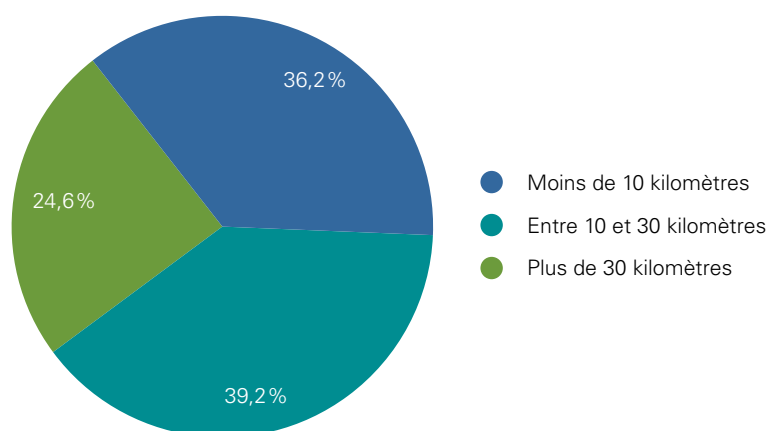
En revanche, contrairement à ce qui a pu être avancé, on remarque que la prétendue opposition entre territoires urbains et ruraux n'a pas une importance déterminante dans l'émergence du mouvement des gilets jaunes. Leurs actions sont très bien réparties sur le territoire français et l'opposition «villes contre campagnes» ne semble pas être au principe de la mobilisation. Comme le remarque le géographe Aurélien Delpirou², 92% des Français vivent dans l'aire d'influence d'un centre urbain et deux tiers des ménages vivant sous le seuil de pauvreté habitent en zone urbaine dense. La ville est donc le lieu d'expression des inégalités sociales, où se côtoient à la fois les plus riches et les plus pauvres. Le mouvement des gilets jaunes n'est donc pas un mouvement de ruraux délaissés, mais bien une mobilisation de citoyens défavorisés venant de tous les horizons territoriaux.

1 Alexis Spire, *Le Monde*, www.lemonde.fr/societe/article/2018/11/16/gilets-jaunes-il-n-est-pas-surprenant-que-le-mouvement-ait-pris-dans-les-zones-rurales-ou-les-villes-moyennes_5384202_3224.html.

2 Aurélien Delpirou, *La Vie des idées* laviedesidees.fr/La-couleur-des-gilets-jaunes.html.

Le mouvement ayant débuté par une opposition à la taxe carbone, l'hypothèse de la dépendance automobile a également été beaucoup discutée. Il est clair que celle-ci joue un rôle extrêmement important dans la mobilisation des gilets jaunes. Cependant, un mouvement d'automobilistes n'est pas nécessairement un mouvement de ruraux. La campagne n'est pas nécessairement le lieu de la plus forte dépendance à la voiture, puisque les habitants d'Île-de-France passent en moyenne 75 minutes dans leur véhicule par jour, contre 45 minutes pour les habitants des zones rurales³. La variable de la distance ne peut être comprise indépendamment de la variable temps, et de l'infrastructure de transport. Si l'Île-de-France est beaucoup mieux pourvue en transports en commun, ses habitants utilisent tout autant la voiture que les habitants d'autres régions, notamment à cause de l'engorgement extrême des transports publics mais aussi à cause de l'étalement urbain.

QUELLE EST LA DISTANCE QUI SÉPARE VOTRE DOMICILE DE VOTRE LIEU DE TRAVAIL ?



Dans les résultats de notre enquête, on ne trouve pas de lien déterminant entre l'appartenance au mouvement des gilets jaunes et la distance à parcourir pour se rendre au travail, ce qui indique que la dépendance à la voiture — tout en étant un thème crucial — n'est plus un critère aussi déterminant que la précarité ou la souffrance au travail que nous avons évoqué plus haut. Ceci tient certainement à l'élargissement progressif du socle de revendications des gilets jaunes: hier la lutte contre la taxe carbone, aujourd'hui la remise en cause globale de la répartition des richesses. Plutôt que des inégalités entre territoires plus ou moins «délaiés», ce sont bien des inégalités sociales que les gilets jaunes souhaitent combattre. Ceci est par ailleurs corroboré par une enquête nationale représentative menée par l'institut Elabe⁴ qui nous apprend que «plus que les inégalités territoriales (6%) ce sont les inégalités de salaire (37%) et sociales (29%) qui indignent les Français».

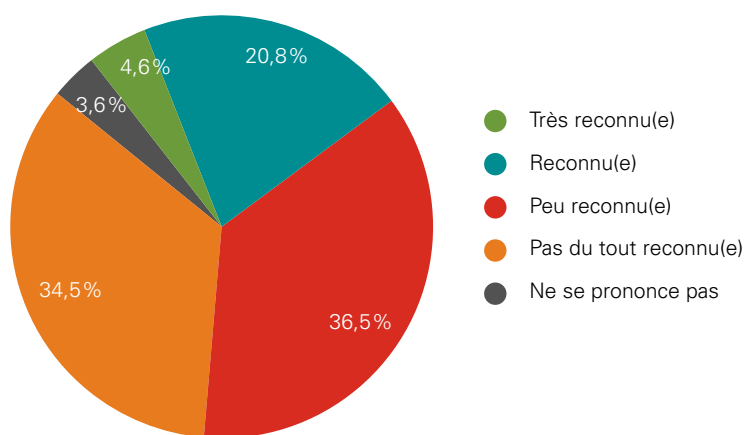
Cette souffrance économique se juge également à partir des rapports de travail, dans lesquels nos enquêtés expriment un sentiment de dévalorisation très profond. Un quart seulement d'entre eux déclare se sentir reconnu pour les efforts consentis dans le cadre du travail. Le taux très élevé de réponses négatives révèle un sentiment de travailler inutilement, répandu chez les classes populaires, soit parce que le travail n'est pas assez rémunéré (une revendication courante des gilets jaunes est celle du pouvoir d'achat, puisque beaucoup disent que leur salaire leur suffit tout juste à subsister mais ne leur permet pas de vivre comme ils le voudraient), soit parce qu'il n'est pas valorisant ou émancipateur (beaucoup déclarent un sentiment

3 Selon l'Enquête Nationale Transports et Déplacements menée par l'Insee et le Ministère de la transition écologique en 2007-2008.

4 Cécile Crouzel, *Le Figaro*, www.lefigaro.fr/vox/societe/2019/02/19/31003-20190219ARTFIG00255-la-sociologie-plus-que-la-geographie-explique-les-gilets-jaunes.php.

d'absurdité et d'aliénation face au travail, vécue comme l'impression de n'être qu'un rouage interchangeable dans la machine). Cette expérience des difficultés financières, du travail non gratifiant et de l'injustice fiscale fonde le socle commun que partagent tous les gilets jaunes. Ils ont également en commun d'avoir correctement identifié les responsables de cette situation: les politiques néolibérales menées par les partis de gouvernement de droite comme de gauche depuis une quarantaine d'années, favorisant la concentration des richesses et la marchandisation sans limite des rapports sociaux au service d'un socle limité de soutiens⁵. Ceci fonde logiquement leur autre point commun: le rejet des politiques menées par Emmanuel Macron et son gouvernement, et plus largement le rejet des élites néolibérales sur un mode populiste (c'est-à-dire opposant le peuple à l'élite au pouvoir). Sans surprise, la polarisation idéologique au sein du mouvement se fait donc largement entre les deux grands partis proposant des analyses de ce type.

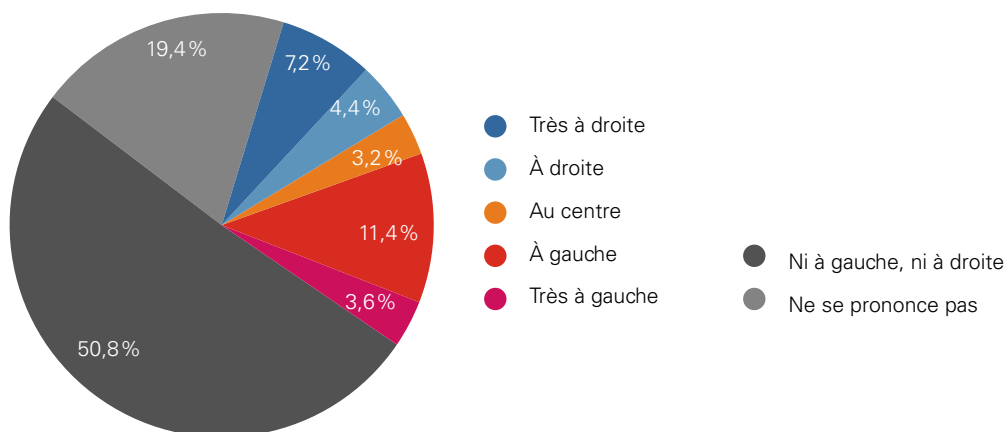
AVEZ-VOUS LE SENTIMENT D'ÊTRE RECONNU(E) POUR VOTRE EFFORT DANS LE TRAVAIL?



LA POLARISATION POLITIQUE ANTÉRIEURE AU MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

Rappelons avant tout que nos chiffres datent de décembre 2018. Ils sont caractéristiques du début de la mobilisation des gilets jaunes et nous permettent par conséquent de connaître les orientations politiques de nos répondants préalablement à leur entrée dans le mouvement, à la fois par le positionnement sur l'axe gauche-droite qu'ils déclarent au moment de remplir le questionnaire, et par leur vote en 2017.

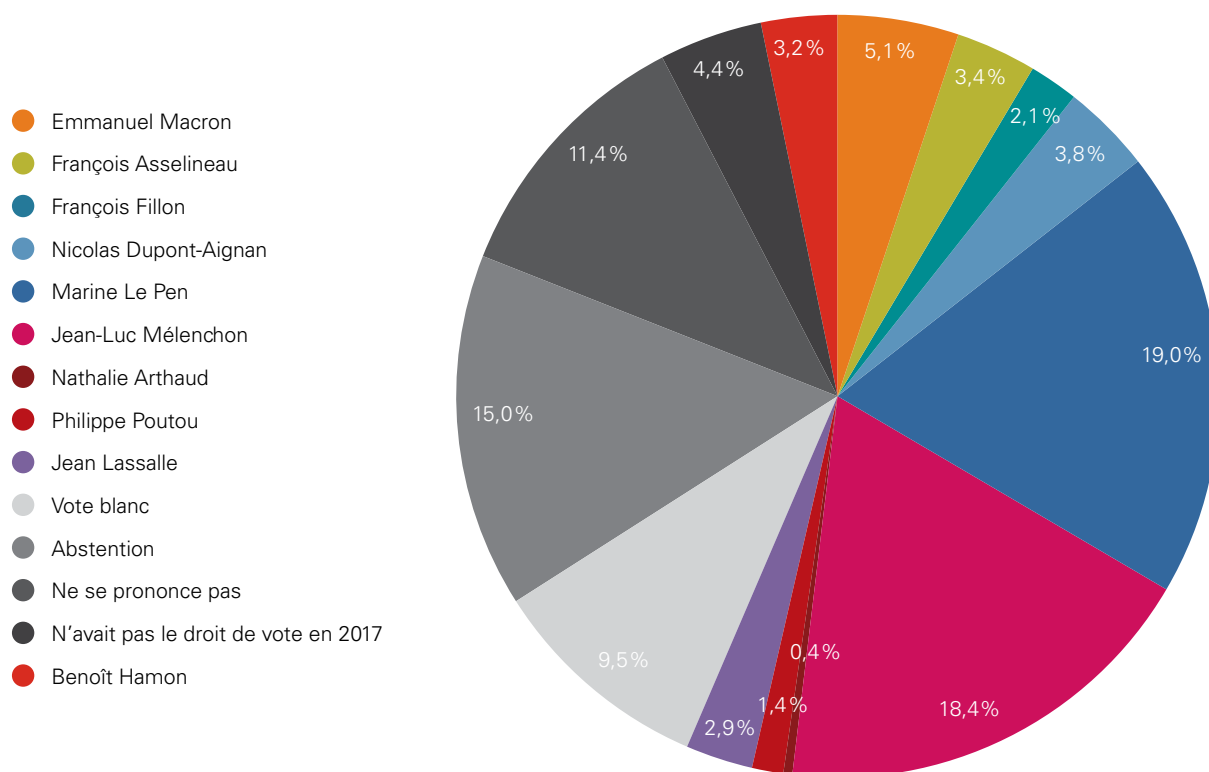
POSITIONNEMENT POLITIQUE DÉCLARÉ



5 Bruno Amable, Stefano Palombarini, *L'illusion du bloc bourgeois*, Paris, Raisons d'agir, 2018.

L'auto-positionnement politique est révélateur d'une importante désaffiliation vis-à-vis des distinctions traditionnelles. Plus de la moitié de notre échantillon déclare ne pas se positionner, quand 30% seulement de nos répondants choisit de le faire. Parmi ceux qui le font, la gauche a une très légère avance. Le centre, associé au gouvernement, est la position la moins représentée. Il faut sans doute voir dans ces résultats les effets de «l'alternance politique» et son absence d'effets sur la conduite néolibérale de l'Etat depuis plus de quarante ans, mais aussi une forme de rejet du système représentatif qui fait de l'affrontement gauche-droite dans les élections l'expression totale et définitive de la politique. Dans cette perspective, se dire «ni de gauche, ni de droite» revient à «éviter de tomber dans le piège» de la dépossession de soi par des instances politiques qui, aux yeux des manifestants, conduisent toujours la même politique malgré des étiquettes politiques différentes. Néanmoins, il convient de limiter ce propos et de ne pas faire de ces 51% de «ni-nistes» un bloc unifié. Cette réponse peut également être employée par les électeurs d'extrême-droite pour botter en touche, du fait du stigmate social associé au fait de se déclarer «très à droite» ou encore à cause de l'emploi récent du «ni gauche ni droite» comme un élément de langage par le Rassemblement National.

Derrière ce résultat se cachent des expressions politiques plurielles, qui sont cependant toutes caractérisées par le rejet des partis du centre néolibéral. Nous allons désormais le voir avec le vote déclaré à l'élection présidentielle de 2017.



Les deux candidats les plus représentés sont Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. On constate donc, malgré un refus majoritaire de se placer sur l'axe gauche-droite, une très forte polarisation politique. Au delà de ces deux blocs aux valeurs diamétralement opposées, qui ne se rejoignent que sur une dénonciation commune de l'élite au pouvoir, on trouve également une forte proportion d'abstention et de vote blanc.

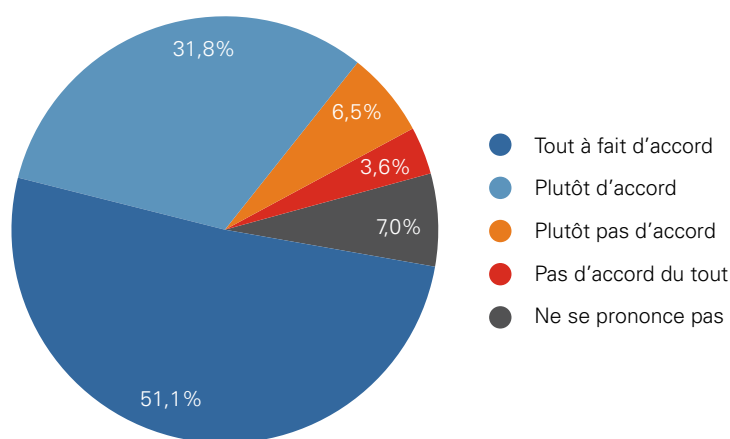
On peut ainsi identifier trois principaux blocs de poids comparables: un pôle de gauche Mélenchon/Hamon/Poutou/Arthaud (123 enquêtés), un pôle d'extrême-droite Le Pen/Dupont-Aignan (120 enquêtés) et un pôle d'abstention/vote blanc (130 enquêtés). Ceci laisse apparaître le mouvement des gilets

jaunes comme un champ de bataille dans lequel s'affrontent deux « tiers militants » de part et d'autre d'un troisième tiers qui affiche quant à lui son désengagement du jeu électoral.

Cette polarisation se retrouve également au plan idéologique. Nous avons testé l'approbation de nos enquêtés face à plusieurs affirmations concernant notamment leur rapport à l'écologie, aux immigrés et aux chômeurs. Ces deux derniers indicateurs ont été utilisés comme points de comparaison avec d'autres enquêtes d'opinion portant sur une population plus générale, mais aussi et surtout pour tester le degré auquel sont présentes les opinions xénophobes et les opinions individualistes ou libérales chez les gilets jaunes afin de mieux cerner les orientations idéologiques de ce mouvement politiquement très partagé.

Avant d'aller vers les sujets qui divisent, on se doit tout d'abord de remarquer que l'écologie ne semble pas faire débat au sein des gilets jaunes. Malgré les tentatives de les présenter comme un mouvement de consommateurs faisant passer leur confort avant l'environnement, voire comme un mouvement climato-sceptique, nos enquêtés sont une majorité écrasante à se déclarer conscients du péril climatique.

«SI LES CHOSES CONTINUENT AU RYTHME ACTUEL, NOUS ALLONS BIEN-TÔT VIVRE UNE CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE MAJEURE.»



Ces résultats battent en brèche la tentative d'opposer le mouvement actuel pour le climat au mouvement des gilets jaunes. Bien que leurs profils sociaux soient très différents (le mouvement pour le climat mobilisant surtout les classes supérieures⁶), leurs objectifs ne sont en rien contradictoires.

Cette sensibilité écologique des gilets jaunes se manifeste d'ailleurs dans leur mode de consommation, que l'on peut dire conditionné par une «écologie sous contrainte» : ils sont en effet nombreux à faire attention à leur consommation d'énergie (93%) ou à consommer en circuit court (63%), mais restent obligés de se déplacer en voiture (83%) parce qu'ils vivent pour la plupart dans des territoires qui ne laissent pas d'alternative (67% vivent dans des communes de moins de 20 000 habitants, souvent dans des espaces péri-urbains, et 36% vivent en milieu rural).

Ces chiffres entrent en résonance avec ceux récoltés par les chercheurs de Sciences-Po Grenoble⁷, qui montrent que 31% des gilets jaunes sont prêts à accepter une réduction de leur niveau de vie pour protéger l'environnement. Cette proportion est tout à fait significative, d'autant plus au sein d'une population caractérisée par une grande détresse économique et qui demande un plus grand effort de la part des plus riches pour résoudre les problèmes auxquels la société est confrontée.

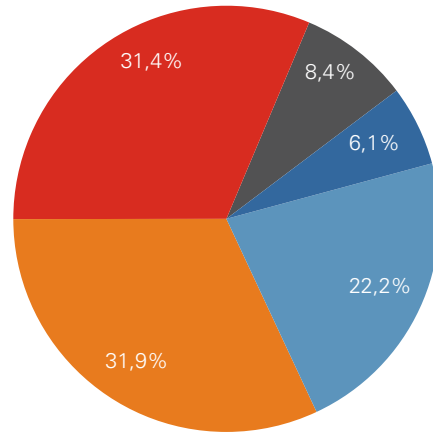
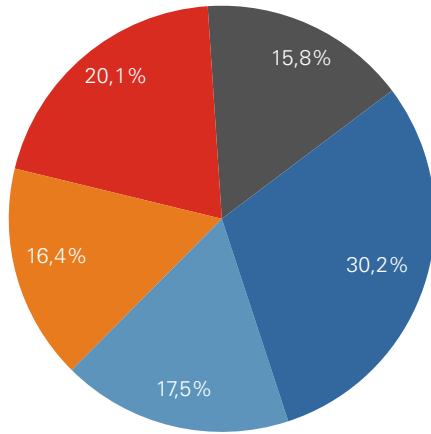
6 Voir notre enquête sur cette autre mobilisation : reporterre.net/Qui-manifeste-pour-le-climat-Des-sociologues-repondent.

7 T. Guerra, F. Gonthier, C. Alexandre, F. Gougou und S. Persico, *Le Monde*, www.lemonde.fr/idees/article/2019/01/26/qui-sont-vraiment-les-gilets-jaunes-les-resultats-d-une-etude-sociologique_5414831_3232.html.

Les deux autres positions idéologiques que nous avons testé sont quant à elles davantage clivantes au sein du mouvement des gilets jaunes.

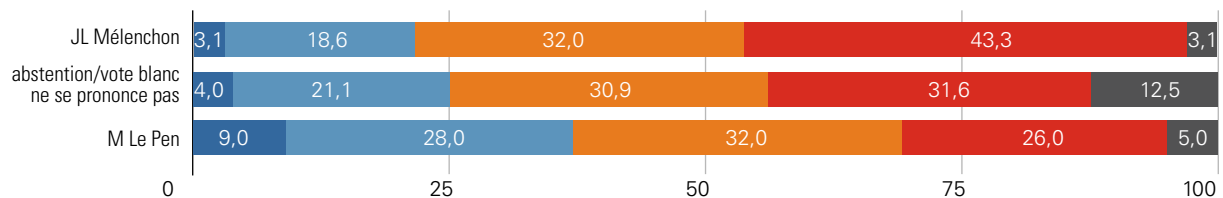
« En matière d'emploi, on devrait donner la priorité à un Français sur un immigré en situation régulière. »

« Les chômeurs trouveraient plus facilement du travail s'ils le voulaient vraiment. »

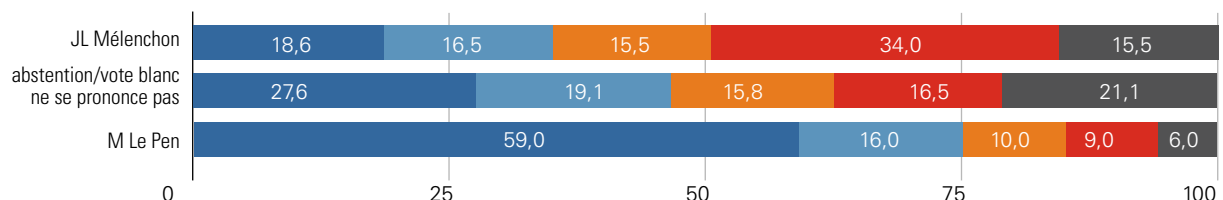


À première vue, ils sont plutôt partagés mais l'opinion xénophobe (mesurée par la préférence nationale à l'embauche) l'emporte légèrement, tandis que l'opinion libérale (mesurée par l'attribution d'une responsabilité personnelle aux chômeurs) est minoritaire mais bien présente. La combinaison de tendances xénophobe et antilibérale est a priori peu cohérente, car les enquêtes sur les valeurs montrent que la xénophobie et le libéralisme (de même que les tendances autoritaires) ont tendance à être corrélées entre elles. Pour répondre à cette énigme, la fracturation doit être précisée par un croisement avec les données électorales, qui donnent à voir les positions initiales de la bataille idéologique qui prenait forme au début du mouvement :

« Les chômeurs trouveraient du travail s'ils le voulaient vraiment. »



« En matière d'emploi, on devrait donner la priorité à un Français sur un immigré en situation régulière. »



● Tout à fait d'accord ● Plutôt d'accord ● Plutôt pas d'accord ● Pas d'accord du tout ● Ne se prononce pas

Comme on le voit, et de manière peu surprenante, les écarts idéologiques entre l'électorat de gauche de Jean-Luc Mélenchon et l'électorat d'extrême-droite de Marine Le Pen sont importants. Entre les deux se situe le tiers indécis, qui se caractérise à la fois par sa position intermédiaire entre les deux « tiers militants » au niveau des réponses déclarées, mais aussi par son taux bien plus important de non-réponse.

Aujourd'hui, près de cinq mois après notre enquête et malgré la forte présence d'éléments d'extrême-droite au sein du mouvement, force est de constater l'absence de politisation des gilets jaunes autour de thèmes xénophobes. Leurs revendications restent invariablement liées à la justice fiscale, à la redistribution des richesses par le biais des services publics, et à la démocratisation des institutions par le référendum d'initiative populaire, qui sont plutôt des revendications de gauche.

Cela ne signifie pas que de telles revendications ne puissent pas être reprises par des mouvements d'extrême-droite, mais le fait que seules ces demandes soient audibles est significatif et nous informe sur l'absence de portée du discours xénophobe dans le mouvement.

COMMENT EXPLIQUER L'ÉCHEC RELATIF DE L'EXTRÊME-DROITE CHEZ LES GILETS JAUNES ?

Une enquête⁸ réalisée par Kantar Sofres pour *Le Monde* publiée le 12 mars dernier montre que 36% des gilets jaunes approuvent les idées du Rassemblement National (contre 26% des Français) et que 28% d'entre eux déclarent avoir voté pour Marine Le Pen (contre 21% des Français). Ces écarts sont suffisamment faibles pour être imputés à la seule sur-représentation des classes populaires (employés et ouvriers) à la fois chez les gilets jaunes et chez les électeurs du RN.

On trouve par exemple dans un sondage⁹ Ifop publié le 29 mars dernier que 33% des classes populaires pensent que « Marine Le Pen ferait mieux qu'Emmanuel Macron si elle était aujourd'hui au pouvoir », ou bien dans un sondage¹⁰ Elabe publié le 27 mars dernier que 25% des employés et 40% des ouvriers comptent voter pour elle aux élections européennes. Il n'y a donc pas de surcroît d'intérêt pour le parti d'extrême-droite chez les gilets jaunes quand on les compare avec des échantillons nationaux des catégories sociales auxquelles ils sont les plus susceptibles d'appartenir.

La première raison de l'absence de thèmes propres à l'extrême-droite dans les revendications globales des gilets jaunes tient dans les formes d'organisation par la base du mouvement, soucieuse de conserver l'unité. On en trouve l'exemple dans les travaux de Raphaël Challier¹¹, qui a mené une étude ethnographique dans un village lorrain fortement mobilisé. Il cite Baptiste, intérimaire et militant France Insoumise qui tait ses opinions politiques car « tout le monde n'est pas d'accord, et ça fait des problèmes », ou encore Pascal, ouvrier et responsable local du Front National qui se réjouit du mouvement mais garde ses distances car il a peur « de s'engueuler avec des gens [s'il dit] ses opinions ». Les responsables

8 Lucie Soullier, *Le Monde*, www.lemonde.fr/politique/article/2019/03/12/marine-le-pen-ne-realise-pas-l-opa-esperee-sur-le-mouvement-des-gilets-jaunes_5434643_823448.html.

9 Ifop, *Balises d'opinion #61*, www.ifop.com/wp-content/uploads/2019/03/116084-Rapport-CN-SR-N61.pdf.

10 Elabe, *Les français et les élections européennes*, elabe.fr/wp-content/uploads/2019/03/20190327_elabe_bfmtv_les-francais-et-les-elections-europeennes-1.pdf.

11 Jean-Marc B, *Mediapart*, blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/080319/la-mobilisation-des-gilets-jaunes-dans-un-bourg-rural-de-lorraine.

locaux privilégient les revendications consensuelles dans l'objectif de ne pas provoquer de divisions politiques qui nuiraient à un mouvement dont la force réside principalement dans le nombre (qui confère de forts taux de soutien dans l'opinion et une présence répartie sur tout le territoire français, ainsi qu'une forte légitimité émanant de la diversité des profils au sein du mouvement). C'est notamment pourquoi la revendication du référendum d'initiative citoyenne a tant de succès: chacun peut lui donner le contenu qu'il souhaite.

Une autre raison, apparue progressivement dans le cours de la mobilisation, est la dénonciation massive de la répression et des violences policières survenues à l'occasion des manifestations de gilets jaunes ayant lieu tous les samedi. Ces violences ont d'emblée «rapproché» le mouvement des gilets jaunes de mouvements sociaux de gauche ayant suscité des réponses similaires de la part du gouvernement, comme par exemple les manifestations de 2016 contre la loi travail. D'une manière générale, l'extrême-droite se retrouve dans une position délicate face à une telle situation: elle ne peut pas à la fois défendre le droit des gilets jaunes à manifester et la répression policière comme elle a l'habitude de le faire, les forces de sécurité constituant un électorat crucial pour elle. Cette dénonciation des violences policières a culminé le 28 avril dernier avec la création de l'association «Mutilés pour l'exemple¹²» par plusieurs gilets jaunes blessés en manifestation, dont Jérôme Rodrigues, un des leaders du mouvement. Cette association a donné sa première conférence de presse dans une salle prêtée par la mairie communiste de Gennevilliers, en présence d'une députée du groupe communiste. Ceci témoigne de certaines facilités de rapprochement avec la gauche autour de ce thème.

Les déclarations des leaders du mouvement doivent également être observées. Malgré la grande diversité de leurs positionnements, tous semblent avoir à coeur de rester sur les revendications consensuelles que nous avons évoquées, sur la dénonciation du gouvernement et sur une volonté affichée de ne pas «se faire récupérer», les tentatives de rapprochements avec des formations politiques ayant été très mal accueillies par le mouvement, occasionnant divers rétro-pédalages, comme ce fut le cas de la liste «gilets jaunes» aux élections européennes, divisée une première fois sur un possible rapprochement avec le gouvernement italien puis enterrée par les accusations de «récupération politique» portées par la base du mouvement¹³.

Du reste, le potentiel de contestation de l'extrême-droite reste important, et ce d'autant plus à l'approche des élections européennes qui représentent l'un des moments forts du Rassemblement National. La capacité des gilets jaunes à rester unis et à résister à la tentation du vote Marine Le Pen sera donc sans aucun doute éprouvée à cette occasion, et nous y verrons certainement plus clair dans les semaines à venir. Pour l'instant, le rejet du gouvernement reste le thème principal de la mobilisation et la question du sens que prendra celle-ci reste largement ouverte.

12 Le Monde avec AFP, *Le Monde*, www.lemonde.fr/societe/article/2019/04/28/gilets-jaunes-un-collectif-de-victimes-de-violences-policieres-appelle-a-une-manifestation-nationale_5455937_3224.html.

13 Le Figaro avec AFP, *Le Figaro*, www.lefigaro.fr/flash-actu/gilets-jaunes-dialoguer-avec-di-maio-a-ete-une-erreur-ingrid-levavasseur-20190401.

POUR LE COLLECTIF QUANTITÉ CRITIQUE

Zakaria Bendali

Gala Kabbaj

1

RUE89 STRASBOURG

CC BY-NC-SA 2.0

www.flickr.com/photos/rue89strasbourg/45798850985